L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 27 NOVEMBRE 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
IMPRIMEURS-PROPRIÉTAIRES
G. F. WEISSE. E. REYNOUR.
G. REYNOUR. H. HARRY

Rue de Chartres, No 82, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 27 NOVEMBRE 1858.

☞ Afin de ne pas retarder l'impression de notre feuille de ce jour, et pouvoir donner toutes les nouvelles télégraphiques qui nous sont parvenues à une heure très avancée de la nuit, nous avons dû imprimer d'abord les pages d'avis.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vendeurs à l'occasion de ce jour.

Par S. Roger & Co, 30 rue Vieille Levée—Un fort lot de chaussures.

Par T. Fernandez, 123 coin Chartres et St Louis—Une facture de broderies, habillements, chaussures et chapeaux.

Par Vincent & Co, 25 rue de la Douane—Marchandises sèches étrangères et américaines.

Par G. E. Fernall, à la Bourse St Louis—La jeune matière, excellent sujet.

Par Tourné & Thomas, 50 rue Bienville—Livres de droit, de littérature et d'histoire; aussi, un buggy et meubles divers.

Par M. Vignié—Domestique, cuisinière et blanchisseuse.

Par E. T. Parker, shérif—Un terrain avec batisses consistant Quartier et Canal—Un nègre et une négresse.

Par Beard & Co—Propriétés de valeur dans le Premier et le Troisième District, de la succession Jacques Bivin.

Les planteurs et les commissionnaires.

Le *Picayune de l'Assomption* répond ou plutôt ne répond pas à l'article où nous avons défendu contre lui, non pas la cause de nos commissionnaires ni celle des planteurs, mais la cause du commerce. Nous n'avons pas voulu le mettre dans un antagonisme maladroitement suscité par notre confrère; nous avons entendu lui expliquer, purement et simplement, la différence existant entre un producteur et un spéculateur, entre l'agriculture et le commerce; les chances des uns et les risques que courent les autres. Nous avions entendu lui arracher, s'il était possible, la propagation d'erreurs qui pouvaient envenimer un antagonisme d'intérêts soulevé par une fausse appréciation des faits.

Le *Picayune* regrette que nous soyons contraint "à défendre une semblable cause." Cette cause était celle de la vérité et de la justice, celle de la vérité et de la justice que nous défendrons toujours, quand même il nous faudrait avoir à l'expliquer. Rien ne nous y contraint que le droit de l'exactitude contre l'erreur.

Si d'abord nous nous bâtons de signaler une rectification faite par notre confrère et qui honore sa bonne foi, en même temps qu'elle contient un enseignement dont il faut espérer qu'on tiendra compte.

Nous avons avancé dans un précédent numéro, dit le *Courrier de l'Assomption*, qu'on avait imposé aux banques, par des chiffres erronés, sur la quantité probable de la récolte de sucre, et qu'ils avaient un conséquence toutes leur prêts à faire aux planteurs. Nous avons cru qu'il rapporte quelques mois plus tard. Dans cet article, nous en jetâmes tout à coup un qui nous fit voir que nous nous trompions, et désirant être juste, nous en faisons ici l'aveu.

Quant à une pétrie de ce résultat, les planteurs n'y blâment qu'eux-mêmes; d'abord à cause des vanteries fréquentes qu'ils font sur la production de sucre par arpent, et en second lieu, à cause de l'empressement qu'ils donnent au Rapporteur des *Statistiques sur le sucre*.

Voilà un fait auquel dont notre article aura encouragé l'avoir; c'est déjà quelque chose.

Le *Picayune* revient, dans son article, sur un point essentiel pour lui: les avances faites aux planteurs par les banques, et le taux élevé de l'intérêt qu'ils paient à leurs commissionnaires, faute de pouvoir recourir aux établissements publics de crédit. Nous allons essayer de compléter les renseignements que nous avons déjà fournis à notre collègue sur ces différents sujets.

Premièrement, demande le *Picayune*, d'honorables citoyens ont-ils bon billet avec des signatures d'habitants? Par la même que les banques consentent à faire des avances sur le coton et sur les billets ainsi qu'on de la ville pour les sendre accomplissent. Le prêt basés est que les planteurs sont proverbialement honnêtes gens, et que la banque de la ville est ensuite pour assurer la ponctualité.

Les banques ont l'habitude, et c'est leur intérêt, qui plus est, d'accompagner toutes les hommes signataires qui viennent à elles. Elles ne discriminent pas moins, et ne font aucune à faveur de distinction entre les signatures de la ville qui leur sont présentées. Les réserves qu'elles apportent dans l'acceptation de ces dernières leur sont imposées par la nature de leurs opérations, et en quelque sorte par l'obligation où elles sont de tenir barrettes toutes les sources de crédit au commerce. Ne l'avez même du *Picayune*, les planteurs sont bonnes de longs termes pour le remboursement de leurs emprunts. Ces termes qui dépassent souvent une année, sont incompatibles avec les mouvements d'espèces dans les banques. Pour prendre un exemple, supposons qu'une banque apporte un billet de planteur sa terme moyen de neuf mois: eh bien! pendant ce même espace de temps, elle aurait encompté trois fois un billet à un négociant, et ce dernier n'est fait trois opérations contre une; non pas seulement trois opérations contre une, profitables à elle, banque, mais profitables au commerce. C'est pq qui donne avons déjà expliqué ou fait qu'on *Picayune* donnaître premier article.

Voilà pour un côté de la question. Quant au *prêt* dans lequel le *Picayune* exige de la banque à meilleur marché que celle marchandise qu'on appelle l'argent, on sait est en réalité une marchandise différente comme une poudre de drap ou cet une autre. Mais celui qui offre, le demandeur de l'argent, ne vend pas, il n'y a pas de vente, il n'y a pas de marchandise, sans s'engager à la donner. Si on y engage un prêt pendant 6 à 9 pour cent, il n'engage pas 12, puisque pour le détenteur pour quelque'un de ces termes; de même il cesse de prêter à 12, il n'engage pas 24, puisque, lui, pour quelque'un de ces termes, il n'aurait pas prêté. Voilà donc, par exemple, ce que dit le Crédit dans son commerce de la ville, ce qui pour les emprunteurs de la ville, ce qui pour les emprunteurs de la ville, ce qui pour les emprunteurs